

La soif de Aamra !!

Rebah Ben Othman

La soif de Aamra !!

..... Rebah Ben Othman

La région de « Aamra » couvre l'ensemble des zones rurales qui se situent dans le Nord du gouvernorat de Gafsa, à savoir les villes de Gafsa Nord, Zannouch, Sned et Sidi Aich. Dans la pensée populaire, cette nomination rappelle l'histoire de la fille du compagnon du prophète Souhayeb Erroumi, morte dans cette région à cause de la soif.

Le nombre d'habitants à Aamra est de 61600¹ selon les chiffres de l'Office du Développement du Sud pour l'année 2021 et sa superficie globale est de l'ordre de 803547 Km². Parmi les caractéristiques remarquables de cette région figurent la fertilité des terres agricoles et l'importance des réserves hydriques profondes. Le nombre des forages profonds à Aamra a atteint 672 contre 4804 forages de surface² ce qui reflète l'importance des réserves hydriques de cette région. Elle est considérée, pour ces raisons, comme le premier fournisseur de légumes du gouvernorat de Gafsa ainsi que d'autres variétés d'arbres fruitiers comme les oliviers, les amandiers, les abricotiers et les pêchers.

Toutefois, plusieurs indicateurs ont apparu ces dernières années annonçant le début d'une véritable catastrophe naturelle dans la région. En effet, les nappes au niveau des forages sont épuisées, à cause de l'exploitation massive de la nappe par des investisseurs agricoles qui se sont installés depuis des années dans cette région et l'aggravation du phénomène des forages illicites conduisant à la classification de Aamra dans la catégorie des zones rouges caractérisées par une forte pression sur les ressources naturelles.

1- La société Primed exploite massivement la richesse hydrique sans aucun contrôle

Dès son installation dans la région en 2008 dans le cadre des incitations octroyées aux investisseurs étrangers par l'Etat Tunisien, cette société agricole spécialisée dans l'exportation du chou a bénéficié d'encouragements à travers la mise sur l'agriculture intensive qui exploite des grandes quantités d'eau.

Ainsi, elle a commencé au début par l'exploitation d'une dizaine d'hectares avant de voir ses activités s'étendre pour atteindre les 500 hectares. Durant ces années, cette société, n'a rien ajouté à la région au niveau de la dynamique économique, ni à la capacité d'employabilité qui est restée très limitée. Ajoutons à

tout cela, les pertes et les impacts négatifs sur la richesse hydrique qui était considérée comme une source de bien-être pour les habitants de la région.

Aussi, il ne faut pas perdre de vue que la culture du chou a une empreinte hydrique très élevée³ et ce, sans oublier que l'eau qui entre dans sa production sera perdue à l'exportation comme c'est le cas pour d'autres productions tels que la tomate et les agrumes.



Plusieurs agriculteurs de la région témoignent de la conduite de cette société qui ne respecte pas les lois de l'investissement dans l'eau, à travers son exploitation de plusieurs forages sans se soucier du contrôle par les organismes de l'Etat. Ainsi, Mr Kamel Salhi, qui est un agriculteur originaire de la zone de Mritba et militant dans la société civile, a témoigné : « **Dès 2008, on a été surpris par l'installation d'un investisseur étranger qui est**

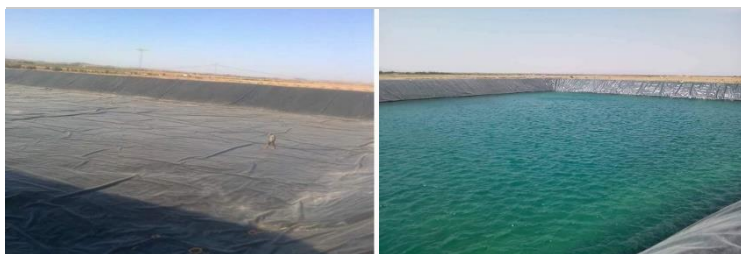
venu pour violer notre richesse hydrique à travers la construction de 4 grands bassins de 1 hectare de superficie chacun et un cinquième bassin qui couvre une superficie de 1,5 hectare et reçoit l'eau quotidiennement 24h/24. Ce sont des lacs exploités dans la culture du chou pendant que la région souffrait d'un stress hydrique sans précédent. Cette activité a conduit au tarissement des puits de surface tandis que pour les puits profonds, la nappe a subi un rabattement conséquent. Nous avons organisé plusieurs manifestations et sommes réunis au niveau du gouvernorat de Gafsa où nous avons réussi à contraindre le responsable de la société de ne plus planter ni la tomate ni le chou ; chose qu'il n'avait pas respecté ». Dans une intervention de l'historien Mehdi Dèli sur les entreprises hautement consommatrices de l'eau, il affirme : « nous sommes face à une problématique très sérieuse qui est celle des sociétés de mise en valeur agricole. Il est temps que ces sociétés partent d'ici puisqu'elles se sont installées seulement en raison de la main d'œuvre féminine bon marché ainsi que le prix faible des terrains agricoles, en profitant au même temps de la convention avec l'union européenne. Ces sociétés font appel à un courtier qui achète le terrain avant de se mettre d'accord avec lui pour planter le chou ainsi que d'autres cultures consommatrices d'eau. Par contre, l'agriculteur tunisien se trouve face à d'énormes problèmes lorsqu'il veut forer un puit⁴⁰.

⁴⁰ Les témoignages et photos dans cet article proviennent de la page Facebook Gafsa Nord

2- D'énormes quantités d'eau gaspillées pour planter le chou !!!

Grâce à ces potentiels techniques et financiers, la société PRIMED a adopté la technique des bassins hydriques qui se fait à travers la construction des grands étangs où l'on collecte l'eau par l'intermédiaire de canaux branchés directement aux forages 24h/24h ce qui permet de pomper d'énormes quantités d'eau depuis la nappe d'eau jusque'aux bassins directement.

Au final, la terre est couverte par un plastique imperméable, et les bassins sont remplis d'eau pour avoir à la fin de grands lacs artificiels exploités dans l'irrigation du chou et de la tomate destinée à l'exportation.



Bassin en construction

Bassin fini et rempli d'eau

Cette technique de stockage de l'eau n'est pas considérée comme la méthode optimale en raison de son taux d'évaporation élevé causé par l'exposition directe de l'eau à l'air et aux rayons du soleil. Cela signifie

essentiellement une perte importante sans être utilisée pour l'irrigation (équivalent à pomper un puits à un débit de 5 litres par seconde). Cela met en évidence l'aspect aléatoire de ce type sans tenir compte de l'efficacité et de l'économie de l'eau.

De plus, la société Primed utilise la technologie d'osmose inverse pour obtenir de l'eau douce dont la salinité ne dépasse pas 0,1 mg/L, tandis que les eaux restantes, avec une salinité de 3 mg/L, sont rejetées dans des terrains ouverts, ce qui entraîne la salinisation de la nappe phréatique et des dommages aux cultures environnantes.

3- Des conséquences dangereuses sur l'écosystème agricole et sur la santé des habitants

La surexploitation de la nappe d'eau a provoqué l'apparition de plusieurs problèmes parmi lesquels on peut citer le tarissement de tous les forages de surface et un rabattement aigu du niveau de l'eau dans les forages profonds ainsi que le phénomène de la salinisation de la nappe qui va s'aggravant. Par ailleurs, et à cause des vagues de sécheresse, les agriculteurs ont perdu des centaines de hectares d'oliviers et d'arbres fruitiers ce qui a poussé la plupart à vendre leurs terrains et à abandonner l'activité agricole et choisir l'exode vers les villes du Sahel et du Grand Tunis.



Puit de surface asséché



Arbre endommagé

En plus, ces lacs artificiels ont provoqué l'apparition d'espèces dangereuses de moustiques notamment lorsque les températures s'élèvent pendant l'été. Il a été ainsi signalé dernièrement la contamination de plusieurs enfants par la leishmanie qui est une maladie cutanée provoquée par les piqures de moustiques.



Une petite fille atteinte de leishmania

Conclusion

Le dilemme dans la région de Âamra, ainsi que dans de nombreuses régions agricoles connaissant les mêmes problèmes, est principalement lié à un choix de développement sur lequel les autorités tunisiennes parient depuis les années 1970. Cela se manifeste par leur abandon de leur rôle régulateur et par la cession de milliers d'hectares aux grandes entreprises et à certains investisseurs, qui bénéficient de diverses incitations et avantages fiscaux. Parier sur des cultures intensives consommatrices d'eau, en particulier dans les régions confrontées à une pénurie d'eau, sous prétexte de favoriser les exportations et de fournir de l'emploi dans des régions où le chômage est élevé, relève simplement d'une illusion. En réalité, le coût réel de ces activités est élevé et les générations futures en paieront la facture. Les signes de cela commencent déjà à apparaître, tels que l'épuisement total des puits, l'abandon massif des petits agriculteurs de l'activité agricole et l'ampleur croissante du phénomène d'exode, sans oublier la salinisation des ressources hydriques.

Il convient de mentionner en particulier que dans la région de Gafsa, l'État continue progressivement d'abandonner l'agriculture familiale au profit d'un

modèle agricole entrepreneurial qui épuise les ressources en eau.

Ainsi, l'Etat est appelé à faire des révisions radicales de sa politique agricole à travers :

- L'encouragement des cultures qui ne consomment pas beaucoup d'eau et qui, en même temps, peuvent assurer notre souveraineté alimentaire comme les céréales et les cultures fourragères.
- L'appui les agriculteurs pour utiliser les semences locales qui s'adaptent avec la nature du sol et à la sécheresse.
- Les CRDA sont appelés à lutter contre le phénomène des puits illicites et à appliquer la loi sur tous les contrevenants qu'ils soient tunisiens ou étrangers.
- L'actualisation de la carte agricole en tenant compte des potentiels hydriques de chaque région et mettre fin à l'agriculture consommatrice des grandes quantités d'eau.
- La soumission des grandes exploitations agricoles à des audits hydriques périodiques.

- Contraindre chaque investisseur agricole à réaliser une étude d'impact sur l'environnement pour mettre en évidence en particulier les effets pouvant impacter les ressources en eau.